





« Pour éliminer la faim dans le monde et assurer la sécurité alimentaire pour tous, il faut produire davantage, d'autant que la population va continuer à augmenter dans les années à venir. »

Voilà une phrase qu'on a tou.te.s entendu un jour ou l'autre. Et encore récemment avec la guerre en Ukraine, utilisée par les tenants du modèle alimentaire industriel productiviste pour renforcer encore cette croyance. Il s'agit pourtant bien d'une idée reçue que nombre d'entre nous s'efforcent chaque jour de déconstruire.

Pour comprendre en quoi il s'agit bien, en fait, d'une fausse « bonne solution », rendez-vous aux pages 12-13 de ce numéro. Mais lisez aussi les autres rubriques, l'ensemble du travail réalisé par nos volontaires, le numéro d'Autre Terre Magazine dédié à ces questions, le rapport

d'Oxfam... Les sources sont nombreuses, les exercices de « fact-checking » et de « debunkage » se multiplient et c'est tant mieux, car les « fake news » polluent le débat public et empêchent d'avancer sur le chemin de la transition agroécologique.

En effet, comme souvent, on se retrouve ici dans un rapport de domination : les dominants, ceux qui bénéficient du système alimentaire actuel, cherchent à maintenir leur position par tous les moyens (brevetage du vivant, intégration verticale des filières, accaparements de terres, appropriation et détournement de solutions vertueuses...) et l'information en est un.

Marketing, greenwashing, lobbying, entre les mains d'acteurs aux moyens de communication colossaux, ont une portée considérable. Et dans un contexte d'infobésité, c'est un vrai défi de trouver la bonne information, de confronter les arguments, de se faire sa propre idée pour, in fine, agir dans le sens qui nous semble juste.

« Celui qui a l'information a le pouvoir ». S'informer donne donc à chacun.e un grand pouvoir : celui de choisir les dirigeant.e.s politiques qui porteront le mieux ses idées, celui de consommer tel produit plutôt que tel autre selon les valeurs qu'il véhicule, celui de s'engager et d'agir pour telle ou telle cause qui lui correspond. L'empowerment, ou empouvoirement, des individus est central pour faire changer le système qui a montré ses limites et ses travers. Le pouvoir diffus, le pouvoir pour tou.te.s, c'est ça, la modernité.

**Géraldine Higel**  
Rédactrice en chef  
de Supporterres



Vous découvrez  
Supporterres et  
souhaitez le recevoir  
gratuitement ?  
Écrivez-moi à :  
ghi@sosfaim.org

**SOS Faim asbl**  
Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles  
T 02 548 06 70  
[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

CCP : BE83 0000 0000 1515  
BIC : BPOTBEB1

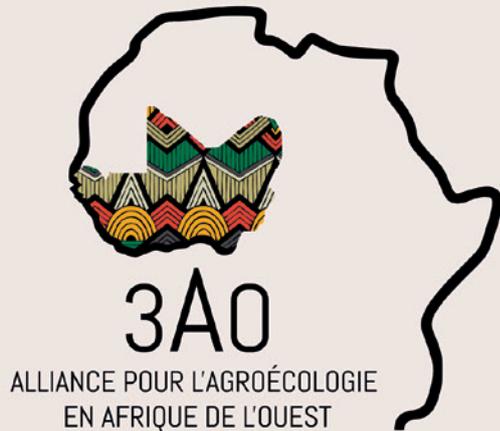
E.R. > Benoît de Waegeneer  
Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de



## SOMMAIRE

<b>En direct</b> « Les pays d'Afrique de l'Ouest font un pas supplémentaire sur le chemin de l'agroécologie » et « Land sharing » vs « land sparing » : quel bon usage pour la terre ?	3
<b>On prend la température</b> Idée reçue n°9 : « Les accords de libre-échange bénéficient aux agriculteurs.trices »	6
<b>Voix du sud</b> Idée reçue n°6 : « Le système industriel permet de produire une alimentation peu coûteuse donc accessible à tou.te.s »	8
<b>En un clic</b> Idée reçue n°26 : « L'agriculture européenne n'a qu'une priorité : nourrir l'Europe »	10
<b>Grand angle</b> Idée reçue n°11 : « Pour pouvoir nourrir 10 milliards d'habitant.e.s d'ici 2050, il faut doubler la production alimentaire mondiale. »	12
<b>Focus</b> Idée reçue n°22 : « Nos supermarchés soutiennent les agriculteurs.trices »	14
<b>Notre regard sur</b> « Les volontaires, une vraie force pour SOS Faim »	15
<b>Un pas plus loin</b>	16



## Les pays d'Afrique de l'Ouest font un pas supplémentaire sur le chemin de l'agroécologie

En décembre 2022 se tenait un forum régional sur l'agroécologie organisé par l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) en Guinée Bissau. Les 180 participant.e.s, issu.e.s de 19 pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, prononçaient collectivement leur foi en l'agroécologie qui, « en tant qu'approche holistique de transformation positive des systèmes alimentaires, constitue une réponse viable, urgente et nécessaire pour relever les défis auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée ». Par cette déclaration, iels appelaient les institutions régionales et les États à agir et à mettre en place des solutions structurelles pour une mise à l'échelle de l'agroécologie.

Quatre ans après le premier forum, l'heure n'est plus à définir l'agroécologie comme concept. Le défi actuel, selon Dominique Morel, responsable des programmes au Sénégal chez SOS Faim, est d'ordre « socio-technique » : il s'agit d'envisager comment permettre aux éleveurs, agriculteurs et forestiers de collaborer afin d'intégrer l'agroforesterie dans les systèmes des deux premiers. Une coopération qui prendra certainement du temps dès lors qu'elle demandera des concessions et des adaptations de la part de toutes les parties. Mais au niveau politique, la présence au forum des points focaux de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) montre un intérêt grandissant du niveau politique régional pour la transition agroécologique et constitue un espoir pour un changement à grande échelle.

## « Land sharing » vs « land sparing » : quel bon usage pour la terre ?

Est-il préférable de produire au maximum sur un minimum de surface, quitte à utiliser des méthodes néfastes pour l'environnement ? Ou faut-il adopter des pratiques moins intensives et plus respectueuses de l'environnement, avec le risque de devoir cultiver sur de plus larges surfaces ? Ces questions sont centrales dans la première étude, menée par Iles de Paix, de la Collection Phosphore et sortie en novembre dernier. Les atouts et les limites du « land sparing » pour nourrir le monde et préserver la biodiversité y sont analysés. Ce phénomène consiste à valoriser l'économie de la terre et promeut la concentration d'une production très intensive dans un minimum d'espace.

Ce que l'on retient de l'étude : d'un côté, le land sparing a eu le mérite de mettre certains aspects fondamentaux au cœur du débat sur l'équilibre entre environnement et systèmes alimentaires. Cependant, il faut également retenir les nombreux raccourcis argumentaires en sa faveur, qui sont utilisés pour ériger l'agriculture conventionnelle intensive en ultime solution pour résoudre l'équation entre système alimentaire et environnement. Encore une fausse bonne solution qu'il est nécessaire de déconstruire.

### Retrouver l'étude complète ici :

[www.ilesdepaix.org/sinformer/en-lectures/collection-phosphore](http://www.ilesdepaix.org/sinformer/en-lectures/collection-phosphore)



# IDÉES REÇUES

Sur le chemin de systèmes alimentaires plus durables, nous sommes constamment freinés par des idées reçues ou des fausses bonnes solutions qui polluent le débat public. En voici quelques-unes rassemblées par nos volontaires...

« Les petites exploitations familiales sont incapables de nourrir le monde »

1

« Les agrocarburants sont une énergie neutre en carbone »

2

« Il faut développer de nouvelles technologies pour produire assez et parvenir à nourrir toute l'humanité »

3

« Pour rendre nos systèmes alimentaires durables, il faut que tout le monde se mette à consommer de manière responsable »

4

« Les circuits-courts, l'agroécologie, l'agriculture paysanne : tous ces modèles ne sont pas viables car ils ne sont pas toujours rentables »

5

Pages 8 - 9

« Le système industriel permet de produire une alimentation peu coûteuse et donc accessible à tout.e.s »

6

« C'est en réduisant le gaspillage que nous pourrions réduire la faim dans le monde »

7

« Les politiques écologiques suffisent à endiguer le réchauffement climatique »

8

Pages 6 - 7

« Les accords de libre-échange bénéficient aux agriculteurs.trices »

9

10

« Il n'y aura bientôt plus assez de terres fertiles disponibles pour nourrir le monde »

Pages 12 - 13

11

« Pour pouvoir nourrir 10 milliards d'habitant.e.s d'ici 2050, il faut doubler la production alimentaire mondiale »

12

« Il faut consommer local pour soutenir les agriculteurs.trices »

« Il est possible de consommer de la viande de manière durable »

13

« Au supermarché, acheter la gamme bio permet de protéger l'environnement et nos agriculteurs.trices »

14

« Les gens doivent faire plus attention à ce qu'ils jettent si on veut résoudre le problème du gaspillage alimentaire »

15

« Pour lutter contre le réchauffement climatique, la priorité est de réduire l'usage des énergies fossiles »

16

« Les catastrophes naturelles et les conflits sont les principales causes de la faim dans le monde »

17

« Les 60 milliards d'euros annuels de la Politique Agricole Commune de l'UE reviennent à nos agriculteurs.trices »

18

« La nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE votée pour 2021-2027 est une avancée écologique »

19

« L'agriculture s'adapte naturellement au climat de demain »

20

« Seule l'agriculture industrielle offre des rendements suffisamment élevés pour nourrir l'humanité »

21

Page 14

22

« Nos supermarchés soutiennent les agriculteurs.trices »

« Les aliments qui voyagent d'un bout à l'autre du monde, c'est un problème majeur pour le climat »

23

« La faim est une fatalité dans les régions du monde où les sols sont stériles ou dégradés »

24

« Au lieu d'importer du soja de l'autre bout du monde pour nourrir le bétail belge, on pourrait produire ici le nécessaire »

25

Pages 10 - 11

26

« L'agriculture européenne n'a qu'une priorité : nourrir l'Europe »



... et retrouvez ici l'ensemble des idées reçues et leurs contre-argumentaires : [www.sosfaim.be/attention-aux-idees-recues-et-fausses-bonnes-solutions](http://www.sosfaim.be/attention-aux-idees-recues-et-fausses-bonnes-solutions)

# IDÉE REÇUE

## « Les accords de libre-échange bénéficient aux agriculteurs.trices »

# 9



PARTENAIRE

Décembre 2011, Afrique du Sud. L'histoire de l'AFSA (Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique) commence à Durban, à la Convention des Nations Unies sur le changement climatique. À une époque où les pratiques agricoles traditionnelles étaient remises en cause, l'AFSA les prônait comme moyen de refroidir la planète et d'améliorer les moyens de subsistance des communautés. Aujourd'hui, l'AFSA, qui poursuit la même mission, fait face à un nouveau défi : les accords de libre-échange – qui, non, ne bénéficient pas aux agriculteurs.trices.

L'AFSA mène sa lutte aux cotés de 40 membres actifs dans plus de 50 pays africains. Il s'agit d'organisations d'agriculteurs.trices, de réseaux d'ONG, d'ONG spécialisées ou encore de mouvements de consommateurs.trices, toutes et tous animés par la même vision : des solutions africaines aux problèmes africains.

En d'autres termes, la souveraineté alimentaire selon Via Campesina : « le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite avec des méthodes durables et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. »





## « N'EXPORTONS PAS NOS PROBLÈMES »

Pour l'AFSA, l'approche économique néolibérale des gouvernements africains, qui encouragent l'agriculture industrielle et le libre-échange, menace les emplois et les revenus des petits agriculteurs. SOS Faim dénonce depuis longtemps la concurrence déloyale exercée sur le marché africain par les produits importés : subventionnés en Europe, faiblement taxés à la douane et écoulés en Afrique jusqu'à 30 % moins cher que les produits locaux.

nécessaire dans de nombreux pays africains : leur développement aidera le continent à réduire sa facture d'importations alimentaires ».

Il s'agit de réseaux collaboratifs d'acteurs, trices allant de la fourche à la fourchette afin de créer de la valeur sur le plan environnemental, mais aussi économique et social. Les marchés territoriaux en Afrique offrent pas mal d'avantages : il y a un grand choix de produits alimentaires frais et nutritifs, les prix (négociables) sont abordables pour le consommateur moyen et ils sont inférieurs à ceux des supermarchés.

## VERS L'INDÉPENDANCE ALIMENTAIRE

« Le désir croissant d'une production et d'une consommation alimentaires inclusives, culturellement acceptables et justes a augmenté la demande de tels marchés » affirme Million Belay, Coordinateur Général de l'AFSA. Le développement d'un tel modèle aux niveaux régional, national et infranational donnerait aux États une nouvelle indépendance : celle alimentaire.

Par le passé, le protectionnisme agricole exercé par certains pays africains a porté ses fruits. Jusqu'en 1990, la Guinée importait des pommes de terre des Pays-Bas. Une politique de développement de la production locale, couplée à un arrêt des importations quelques mois par an pendant quelques années, a eu l'effet escompté : la production locale est devenue compétitive (au point d'être même exportée) et les importations quasi nulles. Le Cameroun a fait de même avec la production de volaille, le Sénégal avec les oignons, le Kenya avec le lait.

L'AFSA plaide pour une transition agroécologique en Afrique et une valorisation de la production et des savoirs traditionnels. Cela passe par une volonté politique mais aussi par un changement de mentalité et une réforme des systèmes alimentaires : une vision holistique d'un monde meilleur.

**Dieyenaba Faye**  
Volontaire



### UGANDA



« Les marchés territoriaux se développent en Afrique et leur valeur est progressivement appréciée par les différentes parties prenantes, y compris les gouvernements. »

ETUDE RÉALISÉE PAR L'AFSA  
SUR LES MARCHÉS TERRITORIAUX.

## LE RÔLE CENTRAL DES MARCHÉS TERRITORIAUX

Bien que le secteur agricole soit le premier secteur d'activité en Afrique, la sécurité alimentaire y est fortement extravertie : les pays africains importent toujours massivement les denrées. Les dangers d'une dépendance excessive aux importations ont été amplement démontrés pendant la pandémie de COVID-19. Une étude commandée par l'AFSA indique que « la pandémie a perturbé la circulation des intrants et des produits agricoles mais a également démontré l'importance des chaînes de valeur courtes. Lorsque la nourriture était difficile à importer d'autres continents, les marchés territoriaux ont fourni la nourriture

# IDÉE REÇUE « Le système industriel permet de produire une alimentation peu coûteuse donc accessible à tou.te.s »

## 6



### AMADOU KANOUTÉ

Directeur exécutif de CICODEV, Sénégal.

#### Que faut-il privilégier pour favoriser un accès à une alimentation saine pour tou.te.s au Sénégal ?

L'information et la sensibilisation des consommateurs, trices et producteurs.trices en vue d'inverser les modèles de production et les choix de consommation alimentaire qui ne sont pas sains ou durables est une priorité. Il faut également promouvoir l'agroécologie pour des pratiques culturales qui favorisent une production d'aliments sains.

Ensuite, il faut privilégier la transformation sur place des productions puis un accès aux marchés proches géographiquement. Enfin, au niveau politique, il faut veiller à la régulation des marchés pour augmenter la place dédiée aux produits locaux dans différentes zones.

#### Comment CICODEV favorise-t-il l'accès à une alimentation de qualité au Sénégal ?

La mission du CICODEV à ce niveau se divise en différents axes qui recoupe les axes que je viens de mentionner.

Nous veillons à la sensibilisation de tous les acteurs de la chaîne : producteurs.trices, transformateurs.trices, distributeurs.trices, ménages, consommateurs.trices. Nous effectuons des analyses et tests comparatifs de produits locaux et importés pour inverser les choix de consommation vers des produits locaux à haute valeur nutritive et nous améliorons la visibilité des produits locaux à haute valeur nutritive.

Nous menons aussi des actions de plaidoyer et de représentation auprès des décideurs pour influencer les politiques publiques. Enfin, nous travaillons aussi pour l'accès à des denrées locales et biologiques dans les cantines scolaires.

#### Pouvez-vous citer quelques obstacles à une alimentation saine pour tou.te.s au Sénégal ?

Les modèles de consommation promus par le modèle industriel et adoptés par les couches moyennes détournent les populations des produits locaux pourtant plus nutritifs que les produits industriels.

Un autre barrage est la difficulté et le coût d'accès à l'eau qui plombent les capacités de production des exploitations familiales. Et aussi le manque d'infrastructures et de moyens de stockage dans certaines zones.



**Du Sénégal à la Belgique, deux initiatives nous invitent à ne plus penser comme antinomiques les termes « alimentation saine » et « accessibilité ». Emilie Hardy à Bruxelles et Amadou Kanouté à Dakar nous partagent comment, dans leur activité respective, ils parviennent à combler l'écart entre les deux notions. Cela à base d'ingrédients spécifiques comme la solidarité, la collaboration avec les politiques et la sensibilisation des publics.**



## EMILIE HARDY

Coordinatrice de NoJavel, Belgique.

### Que fait l'association NoJavel à Bruxelles ?

NoJavel est une asbl qui fait de la récupération alimentaire et non alimentaire. Soit directement avec des cagettes de produits bio qu'on distribue aux personnes précaires soit via des banques alimentaires. Les cagettes sont à prix libre et les produits sont frais et biologiques. Les produits sont récupérés dans des commerces ou des grossistes biologiques, mais aussi chez des agriculteurs, trices ou artisan.e.s en boulangerie qui peuvent nous appeler pour nous donner des surplus.

### Quels sont les différents profils sociaux qui viennent chercher des produits à NoJavel ?

On fonctionne sur la confiance, c'est-à-dire qu'on ne demande pas de preuve de la précarité des gens qui viennent chercher des paniers donc notre public est assez divers : des personnes qui n'ont pas de papiers et pas de revenus, des personnes qui ont des emplois mais en situation de précarité, des personnes qui sont

en situation de surendettement ou des parents solo, des étudiant.e.s. Ça dépend aussi des périodes. En fait, on travaille à la fois dans l'urgence et aussi avec des gens qui viennent depuis des années.

### Comment est-ce que vous faites pour sensibiliser ces publics à des produits qu'ils n'ont peut-être pas l'habitude de manger ?

On sensibilise beaucoup notre énorme équipe de bénévoles qui s'occupe de la distribution. On a des produits qui sortent vraiment de l'ordinaire, alors on explique ce que c'est : « ça, c'est un topinambour, c'est super bon poêlé », on donne des petits conseils de cuisine.

### Que faudrait-il pour que votre action se pérennise ?

Il faut d'abord des personnes motivées pour faire tenir le projet. Ensuite, il faudrait qu'on soit reconnu par les sphères institutionnelles pour inciter vraiment les acteurs, les grossistes, les marchands à dédier une part de leurs produits à l'aide alimentaire. L'idéal serait de pouvoir aller chez les producteurs.trices et d'avoir les moyens de leur donner quelque chose pour pérenniser leur activité.

Adèle Funès  
Volontaire



# IDÉE REÇUE « L'agriculture européenne n'a qu'une priorité : nourrir l'Europe »

## 26



### Naissance de la Politique Agricole Commune (PAC).

But : nourrir les Européens à la sortie de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale



1962

### Réactions à la politique exportatrice de l'UE dans les pays du Sud.

2008



#### Cameroun

Interdiction des importations de poulets européens



2007

#### Sénégal

Arrêt des importations d'oignons européens



#### Kenya

Mise en place d'une taxe de 10% sur les importations de produits laitiers

2012

**Balance commerciale**  
Exportations de l'UE = 100 mds €

2019

**Accords commerciaux**  
Signature de l'accord UE-Mercosur

2020

**En 2020, l'UE dispose de 41 accords commerciaux couvrant 72 pays.**



Déstabilisation des pays du Sud

**Crise de surproduction**

Quotas et exportation à bas prix.

1984

**Mise en conformité avec les règles de l'OMC\***

But : favoriser les échanges internationaux en libéralisant le commerce

1992



**Réforme**

Aides directes pour compenser la baisse des prix

1995

2023

**Nouvelle PAC**

Pour 2023 – 2027, montant alloués aux Etats : 264 mds €

82% du budget de la PAC revient à seulement 20% des agriculteurs, à savoir celles et ceux qui suivent un modèle agro-industriel

La PAC représente 1/3 du budget total de l'Union européenne (UE).

En 2018 et 2019, la PAC bénéficiait à 12 millions d'agriculteurs en Europe

\*Organisation Mondiale du Commerce

# **IDÉE REÇUE** « Pour pouvoir nourrir 10 milliards d'habitant.e.s d'ici 2050, **11** il faut doubler la production alimentaire mondiale. »



**Nous serions vite tenté.e.s de vouloir augmenter la production alimentaire pour pouvoir nourrir plus de monde. « Ben oui, pour que tout le monde mange à sa faim, il suffit de produire plus ! » Désolée de vous décevoir mais, en réalité, les choses ne sont pas si simples. Doubler la production alimentaire mondiale ne serait en fait d'aucune aide, c'est le système alimentaire global qu'il faut revoir. On vous explique.**

Voilà une idée reçue véhiculée par les multinationales du secteur agroalimentaire depuis les années 60 et qui persiste encore aujourd'hui. Or, ce discours productiviste bénéficie à ces mêmes multinationales : dire qu'il faut produire plus, c'est s'assurer des débouchés et donc un chiffre d'affaires conséquent. Ce discours a beau être tenace, il est aussi inefficace puisque 821 millions de personnes souffrent toujours de la faim aujourd'hui.

## **LE PARADOXE DE LA FAIM**

Actuellement, la Terre est déjà capable de nourrir 12 milliards d'habitant.e.s. Oui, vous avez bien lu ! Notre planète possède les ressources nécessaires pour nourrir chacun.e d'entre nous et bien plus. La production alimentaire mondiale est environ 1,5 fois supérieure aux besoins alimentaires des 8 milliards d'êtres humains. En outre, environ 30% de la production agricole mondiale est perdue ou gaspillée, que ce soit au stade de la récolte, de la transformation, de la commercialisation ou de la consommation des aliments.

Cependant, le gaspillage n'est pas le problème principal. L'écrasante majorité des personnes qui souffrent de la faim vit dans les pays de l'hémisphère Sud, des pays peu développés ou en voie de développement. 80% de ces personnes sont des agriculteurs, des éleveurs ou des pêcheurs et leur famille, qui ne parviennent pas à dégager un revenu suffisant pour vivre et se nourrir décemment. Produire sans pouvoir se nourrir, c'est le paradoxe de la faim.

## LA FAIM, UN PROBLÈME POLITIQUE

En réalité, la faim n'est pas un problème de production ou de gaspillage mais de pauvreté et d'accès à la nourriture. Et ce dernier est directement influencé par les systèmes politiques et économiques. Ce sont notamment les politiques commerciales mondiales, les accords de libre-échange qui fixent les taxes d'importation et d'exportation. Elles impactent directement les prix des produits agricoles, qui sont échangés sur un marché mondial et sont donc tous en concurrence.

Or, cette concurrence est déloyale puisque les coûts de production sont incomparables d'une agriculture à l'autre. L'agronome Marc Dufumier explique dans le documentaire *Sur le champ* que « pour un même produit, il y a 200 fois plus de travail agricole chez la personne qui a travaillé à la main que chez la personne qui a utilisé un tracteur et une moissonneuse-batteuse. Ainsi, sur un marché mondialisé, la personne qui a travaillé à la main est contrainte de vendre sa marchandise à un prix 200 fois inférieur, ce qui est intenable. » Ils vendent à perte et plongent ainsi dans la pauvreté.

Les soutiens publics sont aussi très différents d'un pays à l'autre. Certains États préfèrent financer les produits destinés à l'export (le cacao, le café, le soja...) via des subsides octroyés aux agriculteurs qui cultivent ce genre de produits plutôt que de financer une agriculture vivrière. C'est le cas au Pérou : les agriculteurs qui produisent à petite échelle pour remplir les assiettes de populations locales ne reçoivent pas ou peu d'aides de l'État. En Europe aussi, nous retrouvons ce même mécanisme dans la PAC (Politique Agricole Commune) : 80% des subsides bénéficient à seulement 20% des agriculteurs, qui sont aussi ceux qui détiennent les plus grandes exploitations.

## COMMENT NOURRIR TOUT LE MONDE ?

Quelles solutions s'offrent alors pour résoudre le problème de la faim dans le monde ?

Si les politiques ont un impact important sur la situation de faim et de pauvreté des paysan.ne.s, elles peuvent être revues afin de pérenniser et développer les sources de revenus des paysans : protéger les agriculteurs de la concurrence internationale inéquitable en signant des accords internationaux justes ; mettre en œuvre les accords de Maputo qui prévoient, pour les États signataires, qu'ils octroient 10% de leur budget national à l'agriculture ; soutenir davantage les agricultures familiales et la transition agroécologique qui garantissent, sur le long terme, des revenus décents ; ou encore assurer un meilleur accès aux terres, aux moyens de production et aux infrastructures agricoles.



La souveraineté alimentaire est primordiale pour donner la possibilité aux populations de prendre eux-mêmes les décisions sur leurs productions et ainsi favoriser des modèles de production et d'alimentation plus durables, qui permettraient aux paysans de vivre de leur activité et qui les protégeraient donc de la faim.



Ophélie Michelet  
Volontaire



# IDÉE REÇUE 22 « Nos supermarchés soutiennent les agriculteurs.trices »

FOCUS



© SOS Faim

**Face aux salades que la grande distribution distribue à travers sa communication, partenariat équitable avec les agriculteurs, attention portée à la qualité des produits... les petits producteurs en Europe s'estiment légitimement lésés.**

En effet, les grands groupes ne cessent de tirer les prix vers le bas, et ce, d'autant plus que l'essor de plateformes virtuelles les menacent grandement. Ainsi, entre 2013 et 2020, ces véritables géants ont réussi à obtenir 2,3 milliards de baisses tarifaires sur leurs fournisseurs auxquels ils demandent une réduction de 20 % pour les frais d'entrepôt et d'autres encore, bien plus insidieuses, pouvant aller de 15 à 30 %. Ce qui fait qu'un produit qui devrait, par exemple, octroyer 5 euros de revenu à un agriculteur ne lui apportera plus que 3 euros comme « bénéfice ». A peine le prix qu'il paie lui-même pour le cultiver.

## DES PRATIQUES QUI COMMENCENT À ÊTRE ENCADRÉES

Alors, en France, en 2018, a été promulguée la loi Egalim, qui comporte deux points majeurs : une rupture de contrat possible entre agriculteurs et distributeurs en cas de non-accord et des négociations indispensables au regard de l'inflation qui fait exploser les coûts de production, transports, énergie, logistique, salaires... Cependant qu'en Belgique, le pouvoir marque enfin sa volonté de protéger les travailleurs de la terre en établissant un plan de relance par une structure commerciale efficace, notamment en

Wallonie. Un espoir qui reste à surveiller de près.

En tout cas, il est à noter que des initiatives locales commencent à fleurir ici et là. Comme à Colmar, en Alsace, où un Lidl en déshérence a été repris par 35 exploitants agricoles traitant avec d'autres confrères à 50 kilomètres alentour, ce qui privilégie les circuits courts et des revenus bien plus corrects. Expérience qui devrait semer des idées un peu partout...

## EN AFRIQUE, LES PETITS COMMERÇANTS RÉSISTENT

L'Afrique, quant à elle, se voit devenir un terrain apparemment propice pour les très grandes surfaces. Une fragilisation plus importante des agriculteurs et petits marchands serait-elle donc à craindre ? Tout porte à le penser, même si pour certains, elles représentent une aubaine pour écouler leurs productions. Précisons toutefois que le peuple africain semble encore bien attaché aux petits commerces et étals de proximité qui continuent de maintenir du lien humain.

## S'IL FALLAIT RÉSUMER...

A une com d'enfer, slogans qui cognent ! Oui. Et même si les agriculteurs sont loin d'être au paradis, leurs actes pugnaces commencent tout de même par faire bouger les lignes et porter leurs fruits.

**Agron Cupishti**  
Volontaire





## Les volontaires, une vraie force pour SOS Faim

Le travail qui a servi de base à ce Supporterres a été rendu possible grâce à l'implication d'un groupe de volontaires. Les événements les plus importants de SOS Faim ne seraient pas les mêmes sans eux : le Festival Alimenterre, Hunger Race, les actions de mobilisation, etc. Et le Supporterres, bien sûr ! Leur engagement, leur énergie, leur créativité en font des moments à la fois riches et réussis.

Ici, c'est à force d'entendre les discours répétés en boucle par les géants de l'agroindustrie et présentés comme des vérités qu'a germé l'idée de « debunker », c'est-à-dire de démythifier et de déconstruire les idées reçues. Car ces « fake news » polluent le débat public, poussent à faire de mauvais choix politiques, à prendre de mauvaises habitudes de consommation et à rater les occasions de se mobiliser.

Un petit groupe de volontaires s'est donc constitué et, comme à chaque fois, il a défini sa propre manière de procéder. Ils ont donc d'abord réalisé un micro-trottoir destiné à identifier les « fake news » les plus répandues autour des thématiques de l'agriculture et de l'alimentation. 26 idées reçues sont ainsi sorties du lot, allant de « Pour rendre nos systèmes alimentaires durables, il faut que tout le monde se mette à consommer de manière responsable » à « Les agrocarburants sont une énergie neutre en carbone ».

Sur cette base, ils ont d'abord décrit, en quelques lignes, l'idée reçue telle qu'elle est véhiculée. Puis ils.elles ont effectué des recherches pour collecter des faits, des données, des arguments permettant de les déconstruire. Au final, ce sont donc 26 argumentaires qui ont été développés et, pour chacun, trois ou quatre sources complémentaires qui ont été rassemblées pour proposer



d'approfondir le sujet. Ce travail a ensuite été diffusé auprès de différents publics : grâce à des affiches lors du Festival Alimenterre ou de la Journée JAGROS, sur notre site internet ou encore à travers ce numéro. Mais c'est un travail qui sera utile à l'équipe de sensibilisation de SOS Faim pendant plusieurs années, certaines de ces fake news ayant la peau dure.

Au-delà de ce travail, ce sont chaque année près d'une centaine de volontaires qui donnent de leur temps à SOS Faim, pour une heure ou pour plusieurs jours. Pour nous, ils font partie intégrante de SOS Faim et, plus que du temps, ils nous apportent leur regard nouveau et leur incroyable motivation. Mais ils y trouvent aussi des choses : pour Emmanuelle, « l'ambiance entre les volontaires est extraordinaire, on est tous là pour porter les mêmes projets, on porte tous les mêmes valeurs et ça, c'est super. » Pour Dieyenaba, « on apprend énormément par rapport à des pays, à des modes de vie. » Pour tou.te.s, finalement, c'est le besoin d'agir.

Mettre en valeur leur travail est essentiel et, dans ce Supporterres, lui-même écrit par des volontaires, ça coulait de source. Une autre façon de leur dire à tou.te.s, merci !

**Nicolas Barla**

Coordinateur du réseau des volontaires





### FIXING OUR FOOD

Debunking 10 myths about the global food system and what drives hunger  
Executive summary

www.oxfam.org



## « Fixing our food », rapport d'Oxfam International, 2022

### UNE LECTURE



Vous avez déjà lu et approfondi les 26 idées reçues débusquées par nos volontaires et vous en voulez encore ? En voici 10 autres ! En septembre 2022, Oxfam s'est en effet elle aussi attaquée à différentes idées reçues afin que les débats sur les systèmes alimentaires ne soient plus faussés. Vous pourrez donc comprendre pourquoi on ne peut pas dire que « La guerre en Ukraine est à l'origine d'une nouvelle crise alimentaire mondiale », que « Les fonds sont limités, il faut donc faire des choix difficiles quant à l'orientation des aides » ou encore que « Parler du genre écarte du sujet « comment nourrir le monde ? ». Edifiant ! Certaines sont nouvelles, d'autres ont la peau dure. Mais toutes doivent être réfutées pour faire sauter les verrous de la transition agroécologique.

[www.oxfam.org/en/research/fixing-our-food](http://www.oxfam.org/en/research/fixing-our-food)

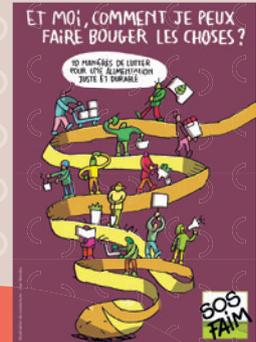


### UN MOT



## Debunker

Mot anglais qui signifie « réfuter, démystifier », c'est-à-dire identifier, dans un discours ou un argumentaire, les éléments ou revendications qui sont faux ou même exagérés. Le concept est ancien et concernait le plus souvent des sujets controversés comme les OVNIS, les phénomènes paranormaux, les pseudo-sciences. Mais avec l'explosion des fake news (ces fausses nouvelles présentées comme vraies), ce « fact checking » (« vérification des faits ») prend une importance croissante dans les médias et sur les réseaux sociaux. La désinformation est un puissant outil de domination, le « debunkage » est, à l'inverse, un outil pour bien comprendre le monde.



## Plein d'actions !

### UNE ACTION



Pour pouvoir répondre à la question régulièrement posée lors d'un événement ou d'une animation (ou même en son for intérieur) « Et moi, comment est-ce que je peux faire bouger les choses ? », nous avons réalisé un Guide des pistes d'actions qui propose 20 manières de s'engager pour une alimentation juste et durable. Vous y retrouverez des pistes déjà proposées ici ou que vous connaissez déjà mais pas que ! Avez-vous déjà pensé à vous investir dans un supermarché coopératif et participatif ? A vous affilier à la coopérative Terre-en-vue ? A inviter votre entourage à vous accompagner au Festival Alimentaire ? Non ? Alors voilà de quoi vous inspirer !

[www.sosfaim.be/20-manieres-de-lutter-pour-une-alimentation-juste-et-durable](http://www.sosfaim.be/20-manieres-de-lutter-pour-une-alimentation-juste-et-durable)



Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles

[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)